

DISCUSSION

J. Risse¹. – Mes félicitations à Barbara Dufour pour son exposé.

L'OIE, il y a environ 18 mois a organisé une réunion de grandes sociétés internationales pour les inciter à cofinancer les services vétérinaires des pays pauvres. Monsieur Blancou a-t-il des informations sur les résultats ?

J. Delage². – Je suis surpris que dans les méthodes de lutte, les relations entre l'éleveur et le vétérinaire n'aient pas été évoquées. D'autre part, pourrait-on avoir des précisions sur le coût des méthodes de lutte et la répartition entre les financements publics et privés dans les pays développés, notamment en France, à l'image de ce qui a été fait par Jean-Paul Pradère pour le Mali ?

Barbara Dufour. – Les relations entre éleveurs et vétérinaires sont évidemment fondamentales dans les luttes collectives. Cela dit, le temps imparti pour l'exposé ne permettait pas de tout aborder.

Je voudrais rappeler tout de même que, en France, les éleveurs se sont groupés en créant des GDS (groupements de défense sanitaire) depuis plus de 50 ans maintenant pour lutter collectivement contre les grandes maladies animales. Ces GDS, qui sont très actifs, nous sont enviés par de nombreux pays ; ils participent notamment à entretenir une conscience sanitaire parmi leurs adhérents.

Pour la partie concernant les aspects économiques des mesures de lutte. Il faut bien reconnaître que dans nos pays développés, le coût des maladies, celui des mesures de lutte et, *a fortiori*, les aspects coûts/bénéfices des luttes collectives sont rarement étudiés et donc pris en compte, ce qui est tout à fait regrettable. Si cela était fait, sans doute l'éradication de certaines maladies, comme la leucose bovine enzootique par exemple, n'aurait jamais été entreprise !

Anne-Marie Brisebarre. – Bien sûr, les relations entre vétérinaires et éleveurs sont essentielles lors de ces crises sanitaires. Et, par exemple dans le cas de l'ESB, c'est au vétérinaire que l'éleveur s'adressait en premier lorsqu'il se rendait compte qu'un de ses animaux n'avait pas un comportement normal. L'éleveur vendéen dont je vous ai parlé avait ainsi fait appel à son vétérinaire lorsque Jugeotte, sa vache préférée qui était particulièrement douce, était devenue agressive. De nombreux vétérinaires ont ainsi dû accompagner les éleveurs touchés par la crise tout au long d'un parcours difficile.

A. Frouin³. – Sur la carte « émergence », on trouve dans les pays développés du Nord : Europe et États-Unis en tête, cela me semble être simplement une carte de la qualité des systèmes de contrôle comme ce fut le cas pour les infections alimentaires qui n'ont cessé de croître pendant 40 ans en même temps que croissaient le nombre de départements qui en déclaraient, avant de finir par baisser quand tous les départements les ont déclarées.

¹ Président de l'Académie d'Agriculture de France, président de l'AVEC (Fédération européenne des industries de la volaille).

² Ancien président de l'Académie d'Agriculture de France, membre et ancien président de l'Académie vétérinaire de France, directeur honoraire de l'Institut national agronomique Paris-Grignon.

³ Ancien président de l'Académie d'Agriculture de France, membre de l'Académie des Technologies, ancien directeur du département Recherche-Développement du Groupe Soparind-Bongrain.

A. Philippon. – L'analyse de plus de 330 épisodes infectieux de maladies infectieuses émergentes chez l'homme entre 1940 et 2004 publiée dans Nature en février 2008 a surtout examinée l'évolution globale de cette émergence, d'ailleurs en constante augmentation, et la fréquence étiologique (bactéries, virus, parasites, champignons). Vous avez raison de penser que cette émergence, plus importante dans les pays de l'hémisphère nord comme les États-Unis ou l'Europe pourrait être en relation avec de meilleurs moyens de diagnostics mis à notre disposition comme le maillage de laboratoires hospitaliers universitaires ou généraux ou encore privés (LABM/, à savoir plus de 4400 biologistes en France. Mais les auteurs de cette importante et originale synthèse n'ont pas examiné cette distribution géographique très inégale en fonction d'un continent ou de plusieurs.

R. Houin. – Parmi les mesures sanitaires, l'efficacité des restrictions à la circulation dépend du mode de transmission de la maladie. Dans une maladie contagieuse, elle est grande. En revanche, dans une maladie vectorisée comme la langue bleue, elle peut être nulle : transmise par des insectes très abondants sur tout le territoire (*Culicoides spp.*) et de plus facilement transportés au loin par le vent, l'infection a diffusé très vite, malgré les restrictions (y compris à travers la Manche en Grande-Bretagne). Une meilleure connaissance des modalités de la transmission aurait évité une mesure aussi pénalisante qu'inutile. Mais, bien sûr, dans l'urgence d'une situation sans précédent, c'était bien difficile à prévoir !

Barbara Dufour. – Il est vrai que les mesures sanitaires de restriction des mouvements d'animaux notamment, n'ont pas empêché, l'an passé, l'infection par le virus de la FCO (BTV8) de progresser inexorablement du nord de la France vers le sud. Cependant, il faut souligner que ce n'est pas par méconnaissance des modalités de transmission que ces mesures de restriction ont été prises, mais pour respecter la réglementation européenne en la matière (réglementation que les pays du nord de l'Europe avaient jusque là appliquée pour les pays du sud en prise avec d'autres sérotypes de FCO !).

J.M. Besancenot⁴. – Vous avez mis en avant l'absence d'effets secondaires avec l'utilisation de vaccins inactivés. Aujourd'hui dans le cadre de la vaccination des ruminants contre la FCO, on utilise des vaccins inactivés et pourtant les laboratoires disent « ne pas répondre de certains effets secondaires », ce qui fait peur à certains éleveurs et peut-être à certains vétérinaires... Peut-on affirmer très fort auprès des éleveurs qu'il n'y aura pas d'effets secondaires ?

Barbara Dufour. – D'une manière générale, les vaccins à virus inactivés qui ne contiennent que des virus tués ou des parties de virus ne peuvent pas provoquer une pathologie résiduelle comme c'est le cas pour des vaccins dont l'agent pathogène est encore vivant (mais dont la virulence a, en principe été diminuée). Cependant, les vaccins à virus inactivés sont toujours accompagnés d'adjuvants pour stimuler l'immunité, ces adjuvants peuvent, quelquefois, provoquer certains effets secondaires, le plus souvent locaux et de faible intensité. Enfin, il est logique que les producteurs de vaccins soient prudents, car une vaccination de masse (plusieurs millions d'animaux), même effectuée avec un vaccin en principe inoffensif, est toujours susceptible de s'accompagner de quelques accidents (stress de manipulation, animaux déjà en incubation ...) qu'il est alors facile d'imputer au vaccin !

⁴ Membre de l'Académie d'Agriculture de France, directeur de la Maison de l'élevage de l'Ile-de-France, 418, rue Aristide Briand, 77350 Le Mée sur Seine. Courriel : elevageidf@ucacig.fr

B. Denis⁵. – La prophylaxie sanitaire (abattage surtout) a largement fait ses preuves. Il reste que l'animal n'a plus la même valeur ni la même image qu'autrefois. Sa valeur génétique est élevée, il est une composante de l'agrobiodiversité, son statut juridique va peut-être évoluer sous la pression des « radicaux » de la protection animale... Les « hécatombes » d'il y a quelques années ont été très mal vécues par l'opinion publique et par beaucoup d'éleveurs. Croyez-vous que la doctrine officielle pourra se pérenniser telle quelle encore longtemps ?

Barbara Dufour. – J'espère avoir démontré dans mon exposé que la technique de l'abattage total était absolument nécessaire pour les animaux dans les foyers de maladies **fortement contagieuses** comme la FA ou l'influenza aviaire hautement pathogène. Cependant, je suis d'accord avec vous pour insister sur l'aspect exceptionnel que doit recouvrir ce type de pratique, car c'est toujours un traumatisme terrible, à la fois pour l'éleveur et pour les consommateurs. Il faut donc raisonner, particulièrement dans les contextes actuels (haute valeur génétique des animaux, mauvaise perception de ce type de mesures par le grand public...), l'emploi du « *stamping out* », et ne réserver cette méthode qu'à des situations où elle est indispensable pour préserver la santé humaine ou la santé animale de maladies extrêmement contagieuses.

A. Philippon. – Lors de son excellent exposé, ma collègue, Barbara Dufour a évoqué le rôle peut-être négatif de l'élevage de plein air, peut-on penser aux risques d'émergence de zoonoses comme la brucellose, en particulier porcine ?

Barbara Dufour. – Aujourd'hui, alors que les élevages ont été - et quelquefois grâce à de très grands efforts -, totalement assainis de certaines maladies, comme la tuberculose, l'influenza aviaire, la maladie de Newcastle ou en effet la brucellose, la faune sauvage souvent encore infectée par ces maladies fait courir un risque de re-contamination. Les pratiques d'élevage en plein air, qui ont été encouragées au cours des 20 dernières années pour des raisons qui sont autant médiatiques que techniques, sont particulièrement exposées ; et, c'est ainsi que l'on a vu, en effet, émerger la brucellose porcine (*brucella suis* 2) dans certains élevages de porcs élevés en plein air. Il est certain que dans les années à venir il faudra, de plus en plus, « compartimentaliser » nos élevages pour les protéger des risques liés à la faune sauvage. Ceci n'est pas sans poser quelques problèmes, notamment, par exemple, aux nombreux élevages avicoles qui ont été encouragés à développer des productions label (avec parcours en plein air) ces dernières années !

J. Dunglas⁶. – Il y a quelques décennies les pathologies animales menaçaient fortement les consommateurs (parasites intestinaux, tuberculoses, pathologies du lait et des œufs...). La population tenait compte de ces menaces par divers moyens (cuisson, ébullition...). Actuellement, la plupart de ces risques ont disparu. Toutefois, dès que des menaces apparaissent, elles engendrent des explosions médiatiques et des comportements invraisemblables du consommateur (interdiction du poulet dans les cantines...). Comment expliquer cette évolution de perception sociale ?

Anne-Marie Brisebarre. – Il est vrai qu'en France l'alimentation n'a jamais été aussi contrôlée et saine. En même temps, les consommateurs sont de plus attentifs à ce qu'ils mangent. Il y a une forte demande de traçabilité, mais aussi de produits naturels et localisés. De plus en plus de gens ont compris que leur alimentation influe sur leur santé. D'un autre côté, les médias sont à l'affût du moindre incident lié aux produits alimentaires et en parlent, en particulier au journal

⁵ Membre de l'Académie d'Agriculture de France, professeur de zootechnie honoraire à l'École nationale vétérinaire de Nantes.

⁶ Vice-président de l'Académie d'Agriculture de France, ingénieur général honoraire du Génie rural, des Eaux et des Forêts.

télévisé, à l'heure où les familles sont à table. Quant aux véritables crises sanitaires, comme on l'a dit, elles sont souvent dramatisées par des images sensationnelles, et parfois l'information donnée est tronquée voire erronée. Une « cellule de communication » qui donnerait la parole aux experts serait nécessaire pour éviter de déclencher chez les consommateurs des réactions qui mettent en péril une filière, sans véritable raison, comme cela s'est produit avec l'ESB ou, plus récemment, l'influenza aviaire